



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LE MANS SARTHE

1 Boulevard René Levasseur CS 91435

72014 LE MANS Cedex 2

www.lemans.sarthe.cci.fr

02.43.21.00.00

187 200 928 00013

Profil acheteur : (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr

MAINTENANCE DES PONTS ELEVATEURS AVEC VGP

MARCHE N° 2025 RTPN 5059

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

Marché public de Services

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2	PROCÉDURE DE PASSATION	4
ARTICLE 3	DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4	PIÈCES CONTRACTUELLES.....	5
ARTICLE 5	COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL.....	6
5.1	Prise en compte par le titulaire de l'organisation	6
5.2	Revue de contrat du marché	6
ARTICLE 6	BONS DE COMMANDE	7
ARTICLE 7	RÉMUNÉRATION	7
7.1	Contenu des prix.....	7
7.2	Mois d'établissement des prix	8
7.3	Nature du prix et variation (actualisation comprise)	8
7.4	Clause de sauvegarde	10
7.5	Application de la valeur à taxe ajoutée.....	10
ARTICLE 8	MODIFICATION DE MARCHÉ ET PRESTATIONS SIMILAIRES.....	10
8.1	Modification du marché	10
8.1.1	Par voie de prestations complémentaires.....	10
8.1.2	Par voie de la clause de réexamen	11
8.2	Prestations similaires	11
ARTICLE 9	PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBÉRATOIRE.....	11
ARTICLE 10	OBLIGATION DE DISCRÉTION.....	12
ARTICLE 11	ASSURANCE	12
ARTICLE 12	MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	13
12.1	Paieement.....	13
12.2	Echéance.....	13
12.3	Modalités de transmission de la facturation.....	13
ARTICLE 13	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	14
13.1	Mise en Œuvre.....	14
13.2	Cession.....	14
13.3	Sous-traitance.....	14
13.4	Collecte des attestations de conformité.....	15
ARTICLE 14	CLAUSES TECHNIQUES	15
14.1	Accompagnement opérationnel.....	15
14.2	Prise en charge des installations.....	16
14.3	Contexte Réglementaire	16
14.4	Actions de maintenance.....	16
14.4.1	Détails des actions de maintenance	16
14.4.2	Prestations complémentaires	18

14.4.3	Délais d'intervention	18
14.4.4	Modalités d'intervention.....	18
14.4.5	Matériel, outillage, pièces de rechange et consommables.....	19
14.4.6	Gestion des déchets.....	20
14.4.7	Traçabilité des interventions.....	20
14.5	Enquête de satisfaction.....	20
14.6	Vérifications et admission.....	21
14.7	Mise en œuvre	21
14.7.1	Mise en œuvre et moments clefs.....	21
14.8	Besoins complémentaires	21
ARTICLE 15	DONNEES PERSONNELLES RGPD.....	21
ARTICLE 16	PROBITE	21
ARTICLE 17	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	22

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la maintenance et la Vérification Générale Périodique (épreuve réglementaire) à effectuer sur des appareils de levage de marques ou de fabricants différents répartis dans nos centres de formation et ateliers du centre de formation automobile de la CCI du Mans et de la Sarthe.

Les caractéristiques des équipements à entretenir et maintenir sont listées dans le fichier DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire). Les missions attendues sont détaillées dans le cahier des clauses particulières (CCP).

Le présent marché impose au titulaire de s'assurer du fonctionnement permanent et de l'entretien préventif des équipements objet du marché, du respect des délais contractuels de dépannage, de la traçabilité des interventions, de la capacité à mobiliser des moyens humains et techniques.

L'ensemble des prestations sera réalisé dans les règles de l'art conformément aux textes en vigueur.

Lieux d'exécution du marché :

- CAMPUS 1 / CFA, 132, Rue Henri CHAMPION – 72100 LE MANS
- Atelier FC LEFAUCHEUX, 40, Bd Pierre LEFAUCHEUX – 72000 LE MANS

Le périmètre des besoins identifiés au stade du lancement du marché, ne préjuge pas de besoins ultérieurs de la CCI.

ARTICLE 2 PROCÉDURE DE PASSATION

La procédure retenue est celle de la procédure adaptée suivant les dispositions des articles L2123-1, et R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique.

Le marché est conclu suivant les dispositions de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique avec un montant maximum de 143 000 € HT (pendant toute la durée du marché, reconductions, et dispositions relatives à l'article R2122-7 – Prestations similaires, comprises). Il n'y a pas de montant minimum engagé.

Les prestations de maintenance préventive seront réglées forfaitairement selon la périodicité convenue et traitées par l'émission de bons de commande.

Les marchés subséquents des prestations de maintenance curative qui n'ont pas été initialement définies seront exécutés au moyen de bons de commande après remise d'un devis. Ils préciseront les caractéristiques et les modalités d'exécution.

Sont exclus ou dérogent au principe d'exclusivité :

- La fourniture de nouveau équipement intégré dans un lot pour une opération globale de rééquipement ou redéploiement, qui serait traitée lors de la consultation de l'opération.
- Toutes campagnes de remplacement ou tous travaux conséquents sur les ponts élévateurs ne relevant pas de la maintenance courante préventive et curative. Ils pourront être traités dans le cadre d'une mise en concurrence ad hoc.

- Toutes prestations de maintenance curative qui ne peuvent être proposées par le titulaire ou livrées dans les délais raisonnables en fonction du degré d'urgence, pourront faire l'objet d'une mise en concurrence ad hoc.
- Les travaux sur les ponts élévateurs, normalement confiés directement au titulaire, dans le cadre des marchés subséquents pour des prestations de maintenance curative ou ponctuelles à la demande, dont les caractéristiques n'étaient pas initialement définies, mais dont le devis proposé par le titulaire serait manifestement au-delà de la pratique courante professionnelle et donc économiquement non avantageux pour la CCI. Ils seront traités dans le cadre d'une mise en concurrence ad hoc.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

ARTICLE 3 DURÉE DU MARCHÉ

Date de début de marché : date de notification du marché.

Durée du marché : 1 an renouvelable 3 fois par tacite reconduction par période d'un an, avec possibilité de résiliation à tout moment après un préavis de 2 mois.

En cas de non-reconduction du marché, la CCI le notifiera au titulaire 2 mois avant la date anniversaire du marché. Dépassé ce délai et / ou en cas d'absence de non-reconduction, le marché est automatiquement reconduit pour une période supplémentaire, jusqu'au terme maximum du marché.

Dans le cas de la résiliation de marché, la décision de résiliation est notifiée aux titulaires. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation.

ARTICLE 4 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est soumis aux règles du Code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Annexe RGPD
- Le Bordereau de prix unitaire (BPU)
- Le montant forfaitaire global de la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE,
- Offre technique du titulaire.

ARTICLE 5 COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL

5.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation

Principe général

Le présent marché est contracté par la CCI. La CCI met en place une structure de coordination permettant de faciliter la relation entre le titulaire et ses services. Le titulaire doit prendre en compte cette structure de coordination, qui s'appuie sur l'interlocuteur suivant :

- Coordinateur CCI.

Le coordinateur est notamment chargé des missions suivantes :

- Piloter la relation avec le titulaire du marché
- Assurer un suivi consolidé de la qualité du service rendu
- Intervenir en escalade en cas de différend avec un titulaire n'ayant pu être réglé

Responsable de compte du titulaire

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

5.2 Revue de contrat du marché

Afin de suivre le bon déroulement du marché, et avec une fréquence annuelle (à chaque date anniversaire du contrat au plus tard), une revue de contrat sera instaurée avec le titulaire, et réunissant :

- Le titulaire, représenté notamment par son responsable de compte
- Le coordonnateur (CCI)

Le coordonnateur pourra se faire accompagner d'experts.

Ce comité de pilotage traitera au minimum des points suivants :

- Revue de la Qualité de Service
- Les prix, le CA généré par le marché, la facturation
- L'examen des difficultés et problèmes rencontrés lors de l'exécution du marché
- Les perspectives d'évolutions des services et fournitures du titulaire
- Les éléments factuels apportés dans la grille RSE, lors du dépôt de l'offre.

La revue de contrat est à l'initiative du titulaire.

Le compte-rendu de la revue annuelle de contrat est à la charge du titulaire, qui doit le remettre aux participants 5 jours ouvrés après la tenue de la réunion.

ARTICLE 6 BONS DE COMMANDE

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents avec un maximum fixé à 143 000 € HT (pendant toute la durée du marché, reconductions, et dispositions relatives à l'article R2122-7 – Prestations similaires, comprises) passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-14 du code la commande publique. Les bons de commande seront établis au fur et à mesure des besoins.

L'achat de prestations dans le cadre du présent marché est effectué par l'émission d'un bon de commande (lettre, courriel, ou utilisation du site marchand le cas échéant), sur la base de l'offre établie par le titulaire sur les bordereaux de prix unitaires (BPU) et la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

Lorsque la Cci souhaite organiser des prestations non préalablement listées aux BPU et DPGF, le titulaire établit un devis. Le marché subséquent est conclu au moyen d'un bon de commande.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Les bons de commande comportent au minimum les mentions suivantes :

- Le numéro du marché
- La date d'émission et le n° du bon de commande
- La nature des prestations commandées
- Le lieu de livraison
- Les références tarifaires du BPU ou du devis le cas échéant
- Les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué
- L'adresse de facturation

ARTICLE 7 RÉMUNÉRATION

7.1 Contenu des prix

Le marché est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais généraux, le service, impôts, taxes et redevances de toute nature, et, d'une manière générale, selon les règles d'usage de la profession et / ou les règles de l'art, ainsi que la formation du personnel mis en place dans le cadre de l'exécution de ce marché.

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

Particularités propres à ce marché

Ce sont, également pour les prestations de maintenance curative, et sans que cette énumération soit limitative, les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux telles que :

- Autorisation et frais de stationnement, autorisation de voirie, bennes, ...
- Mise à disposition des moyens de levage, de sécurité, et signalisation,
- Protection des existants,

- Approvisionnement des matériaux, stockage, ...
- Scelllements, raccords, finition, ...
- Évacuation en bennes, puis en décharge des déchets,
- Nettoyage de la zone de travaux et abords.

Pour l'établissement de sa proposition, l'entrepreneur déclare s'être entouré de tous les renseignements utiles, avoir eu la possibilité de visiter les installations où doivent être exécutés les prestations, et s'être rendu compte des difficultés et sujétions de toutes sortes. Il ne sera donc pas admis de réclamations.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

La rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la maintenance préventive couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 32.1 du CCAG FCS.

La rémunération de la maintenance préventive ne couvre pas les prestations suivantes, qui restent à la charge de la CCI :

- La livraison ou l'échange des fournitures consommables ou d'accessoires, la peinture et le nettoyage extérieur du matériel ;
- La réparation des défauts de fonctionnement dus à une faute de la CCI ou causées par un emploi du matériel non conforme aux règles figurant dans les documents fournis par le titulaire ;
- La réparation des défauts de fonctionnement causés par les défauts de l'installation incombant à la CCI ;
- La réparation des défauts de fonctionnement causés par une adjonction de matériel d'autre origine, par une personne autre que le titulaire ou une personne désignée par lui, pour effectuer cette adjonction.

Ces types de prestations sont rémunérés dans le cadre de la maintenance corrective sur la base d'un devis chiffré.

7.2 Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

7.3 Nature du prix et variation (actualisation comprise)

Les prix du marché sont définitifs et révisables pendant la durée du marché.

Pour les prestations périodiques de maintenance préventive et d'épreuve de charge (VGP obligatoire), le prix est global et forfaitaire.

Pour les interventions correctives à la survenance du besoin, le prix est unitaire et appliqué aux quantités réellement livrées/exécutées.

Le prix révisable est un prix qui peut être modifié, dans des conditions fixées au présent article, pour tenir compte des variations économiques.

Les prix sont invariables de la notification du marché jusqu'à la date du premier anniversaire du contrat. Ils sont ensuite révisibles chaque année à la date anniversaire.

Pour des raisons pratiques de publication des derniers indices connus, il est retenu l'indice de base de référence moins trois mois.

Si l'indice du mois souhaité n'est pas paru au moment du calcul de la révision, il sera alors pris en compte le dernier indice publié. Même lorsque l'indice est provisoire, la révision calculée est une révision définitive.

En cas de série arrêtée, il serait appliqué la série de remplacement si le coefficient de raccordement est déterminé. A défaut, un nouvel indice représentatif serait retenu, voire un coefficient de révision exceptionnel, après discussion et accord de la CCI.

Toute demande de mise à jour des prix devra être accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul du nouveau prix.

Tout ajustement de tarif, accepté par la CCI, ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

Toutefois, le prix révisé en application de cette formule ne s'appliquera qu'après accord explicite des parties.

Le changement tarifaire ne s'accompagne pas d'une diminution de la qualité de service offert par le titulaire.

La mise en oeuvre de la clause de variation de prix s'articule selon les dispositions prévues aux R2191-27 à R2191-29 du Code de la commande publique.

7.3.1 Champ d'application

Le présent article s'applique aux prestations de maintenance des ponts élévateurs objet du marché.

7.3.2 Invariabilité initiale

Les prix sont invariables pendant la première année suivant la date de notification du marché.

7.3.3 Périodicité de révision

À compter du premier anniversaire du marché, les prix sont révisés annuellement à chaque date anniversaire (DA).

7.3.4 Indice de référence

- Indice retenu : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 33.12 "Réparation de machines et équipements mécaniques" – Base 2021 – identifiant INSEE 010764276.
- Publication : INSEE, rubrique « Séries chronologiques », données mensuelles brutes.

7.3.5 Formule de révision

$$P_n = 0,15 + 0,85 P_o (I_n / I_o)$$

où :

- P_o = prix initial ;
- P_n = prix révisé applicable à compter de la DA n ;
- I_o = indice 010764276 publié pour le mois M-3 précédant la date limite de réception des offres ;
- I_n = même indice publié pour le mois M-3 précédant la DA n.

Les résultats sont arrondis au centime d'euro.

7.3.6 Notification des nouveaux prix

Les prix révisés sont notifiés au titulaire par ordre de service dans les quinze (15) jours suivant la date anniversaire. Sans réserve écrite du titulaire dans les quinze (15) jours de la notification, les nouveaux prix sont réputés acceptés.

7.3.7 Entrée en vigueur

Les prix révisés prennent effet le premier jour du mois suivant la DA n et s'appliquent à toutes les prestations exécutées à compter de cette date.

7.4 Clause de sauvegarde

La CCI se réserve le droit de résilier, de plein droit et sans indemnité, sous préavis de 2 mois, le présent marché après la date de variation des prix dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble des prix pratiqués au titre du marché entraînerait une augmentation de plus de 5% par rapport aux tarifs précédemment proposés par le titulaire.

La variation à la baisse n'est pas limitée.

7.5 Application de la valeur à taxe ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 8 MODIFICATION DE MARCHÉ ET PRESTATIONS SIMILAIRES

8.1 Modification du marché

Toute modification survenant pendant l'exécution du présent marché ne sera effective qu'après la signature d'un document de modification de marché entre les parties.

Des prestations complémentaires ou supplémentaires pourront être demandées au titulaire du marché dans les conditions suivantes :

8.1.1 Par voie de prestations complémentaires

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

8.1.2 Par voie de la clause de réexamen

Par application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de l'accord-cadre avec le titulaire ou les titulaires du présent accord-cadre pour des prestations faisant l'objet de bon de commande ou de marchés subséquents prévus dans l'accord-cadre initial.

Ces modifications interviennent lorsque, dans le cadre du présent accord-cadre, le ou les montants maximums fixés initialement ont été atteints en raison de circonstances imprévues, d'une augmentation de la demande, ou dans le cadre de prestations qui n'étaient pas prévues initialement.

Ces modifications prendront la forme d'un avenant soumis à l'accord préalable du ou des titulaires fixant les modalités de la mise en œuvre, des nouveaux montants maximums des bons de commande ou des marchés subséquents. La clause de réexamen n'a pas pour effet de remettre en concurrence les opérateurs économiques au présent accord-cadre ou de modifier les règles de publicité initiales.

8.2 Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7, la CCI peut passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. Le premier marché doit avoir indiqué la possibilité de recourir à cette procédure pour la réalisation de prestations similaires. Sa mise en concurrence doit également avoir pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux services. Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 9 PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBÉRATOIRE

Par dérogation aux articles 14 et suivant du CCAG-FCS, il n'est pas prévu de montant minimum et maximum, ni de montant d'exonération, de pénalités. Les pénalités s'appliquent au contrat et à ses éventuels avenants. Les pénalités sont avec effet non libératoire. L'application des pénalités de retard est un droit contractuel de la CCI, auquel elle peut renoncer unilatéralement par décision motivée. La TVA n'est pas applicable aux pénalités.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de la CCI.

Dans le cadre de l'article 41.1.c du CCAG FCS et par dérogation à l'article 41.2 du CCAG FCS, passé un délai d'un mois ouvré de retard, la CCI se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à la CCI.

Cette pénalité par jour de retard est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ;

R = le nombre de jours de retard.

Absence de remise des justificatifs demandés avec la grille RSE :

En cas d'absence de remise des justificatifs de la grille RSE lors de chaque revue annuelle du marché, il est appliqué une pénalité forfaitaire au titulaire d'un montant de 200 €.

Manquement aux obligations contractuelles :

En cas de constatation, il est appliqué une pénalité forfaitaire au titulaire d'un montant de 200 €.

ARTICLE 10 OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire, qui à l'occasion du présent marché reçoit communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, la CCI peut procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 11 ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCI, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

ARTICLE 12 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

12.1 Paielement

Les factures seront adressées exclusivement à la Direction Financière de la CCI via Chorus pro (SIRET CCI 187 200 928 000 13) :

Prestation récurrente

Après réalisation d'une prestation, livraison et de son admission par les services techniques, le titulaire adressera une facture distincte en précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution de ses prestations en tenant compte, le cas échéant, des pénalités prévues au présent CCP.

Prestation ponctuelle maintenance corrective

Une facture par bon de commande lié à un bon d'intervention avec le même niveau de détail.

Une facture non détaillée est systématiquement refusée. Le délai de règlement court à compter de la réception d'une facture conforme.

12.2 Echéance

Le règlement s'effectue par virement bancaire à 30 jours maximum suivant la réception de la facture.

12.3 Modalités de transmission de la facturation

Les factures sont déposées sur **Chorus Portail Pro**
https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/

Pour ce faire, vos factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET**, 187 200 928 000 13
- Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure – **facultatif**
- Le **numéro d'engagement** que vous trouverez sur le bon de commande – **facultatif**
- **N° de marché** : 2025RTPN5059

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique.

ARTICLE 13 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Mise en Œuvre

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,
- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de la CCI,
- A informer rapidement la CCI de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir la continuité de service (la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui s'y trouve nommément désignée pour assurer la conduite du marché et si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la CCI, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à la CCI dans les délais indiqués.

13.2 Cession

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable de la CCI.

13.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, la CCI aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à la CCI le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

13.4 Collecte des attestations de conformité

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Il devra également être en mesure de fournir tous les mois le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), délivré par l'administration fiscale.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

Pour cela, le titulaire indique une adresse mail dans son mémoire technique, celle-ci recevra les sollicitations pour mises à jour des attestations réglementaires de conformité. Le titulaire s'engage à fournir les attestations obligatoires selon périodes légalement définies.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi la CCI pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 14 CLAUSES TECHNIQUES

Le présent CCP définit les prescriptions techniques relatives à l'exécution des opérations de maintenance et de Vérification Générale Périodique (épreuve réglementaire) à effectuer sur des appareils de levage de marques ou de fabricants différents et sont répartis dans des E.R.P. de différentes catégories.

Les caractéristiques des équipements à entretenir et maintenir en application de la réglementation en vigueur selon l'**Arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, du Code du travail art. R 233-11 version abrogée, de la Circulaire du DRT N° 2005/04 du 24 mars 2005** (La liste des textes cités ci-dessus n'étant pas exhaustive), sont listées dans le fichier DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire).

14.1 Accompagnement opérationnel

Le titulaire garantit une qualité de service irréprochable. Il déploie une équipe identifiée avec un interlocuteur référent unique. Ce référent se charge de la communication entre les différentes équipes internes du titulaire.

Le référent unique coordonne toutes les actions opérationnelles, suit le processus, et conduit les aspects contractuels et opérationnels du marché.

Le titulaire met à disposition un service de relation client et de service après-vente, accessible chaque jour ouvré.

Pour la CCI, le coordinateur est :

Guillaume TROCH
Responsable Patrimoine
Guillaume.troch@lemans.cci.fr
06.33.87.48.11

14.2 Prise en charge des installations

Dès la notification de l'attribution, le titulaire organise une réunion de cadrage.

Cette réunion a pour objet :

- D'identifier les acteurs au contrat,
- De créer l'espace client internet,
- De planifier les visites périodiques,
- De planifier une visite des installations sur sites.

Celle-ci permet de prendre connaissance :

- De l'état général des équipements,
- De l'origine des matériels devant être entretenus afin de déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou par des produits similaires techniquement, homologués et conformes à la réglementation,
- De l'accès aux installations.

A l'issue, le titulaire remet son rapport de prise en charge des installations sous 15 jours maximum.

14.3 Contexte Réglementaire

L'ensemble des prestations de maintenance devra se faire conformément au code du travail, aux normes, aux dispositions réglementaires (...) et tout particulièrement **selon l'arrêté du 1er Mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage** et aux articles de cet arrêté énumérés ci-dessous. Cette disposition vaut non seulement pour les réglementations, normes en vigueur mais également pour toutes les nouvelles réglementations, normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

14.4 Actions de maintenance

Il s'agit d'actions préconisées par le concepteur, le fabricant ou l'installateur pour répondre aux spécificités du système installé ou, à défaut, des actions définies par le mainteneur, lorsqu'aucune préconisation n'est définie.

Les actions de maintenance incluent les essais fonctionnels tels que définis dans l'art.14.4.1 du présent CCP selon Article 6 de l'arrêté du 1er Mars 2004.

14.4.1 Détails des actions de maintenance

EXAMEN DE L'ETAT DE CONSERVATION selon Article 9 de l'arrêté du 1er Mars 2004

Cet examen a pour objet de vérifier le bon état de conservation de l'appareil de levage et de ses supports, et de déceler toute détérioration susceptible d'être à l'origine de situations dangereuses. Cet examen comprend un examen visuel détaillé, complété en tant que de besoin d'essais de fonctionnement.

GENERALITES

- Vérifier affichage de la charge maxi
- Vérifier affichage des consignes de sécurité
- Vérifier affichage de la plaque constructeur
- Vérifier affichage des consignes de manoeuvre
- Vérifier présence du certificat d'épreuves réglementaires pour les appareils concernés
- Vérifier présence notice constructeur

ETAT DES SUPPORTS ET ANCRAGES

- Vérifier respect des distances de sécurité et zone de danger
- Vérifier état des scellements et fixations
- Vérifier état des poteaux, châssis, colonnes
- Vérifier état des supports de charge (bras, chemins, tampons)

DISPOSITIFS DE SECURITE

- Vérifier limiteur de course
- Vérifier le dispositif de contrôle d'horizontalité (système de synchronisation)
- Vérifier dispositif de retenue (écrou de sécurité, crémaillère, clapet)
- Vérifier calage d'immobilisation de roue
- Vérifier système anti-écrasement (doigts et pieds)
- Vérifier limiteur de charge

ENERGIE ET ORGANES DE MANOEUVRE

- Vérifier état sectionneur cadenassable
- Vérifier état des câbles et gaines électriques
- Vérifier dispositif de commande retour automatique au point neutre
- Vérifier l'identification des organes de commande

MECANISMES

- Vérifier câbles porteurs et chaînes
- Vérifier écrous porteurs ou ensemble vis-écrous
- Vérifier vérins
- Vérifier Poulies
- Vérifier limiteur de vitesse
- Vérifier dispositif immobilisation (blocage de bras, butée de roue)
- Vérifier freins
- Vérifier organes de transmission hydrauliques et pneumatiques
- Vérifier la protection des organes mobiles

ESSAIS DE FONCTIONNEMENT EN CHARGE selon Article 6 de l'arrêté du 1er Mars 2004

Cette vérification vise à assurer de l'état de conservation et du fonctionnement des organes de dispositifs de sécurité. Cette mission se compose de :

- Un examen de l'état de conservation,
- Le suivi d'essais de fonctionnement,
- La réalisation d'épreuves statiques et dynamiques avec les charges appropriées fournies (amenées, manutentionnées, repliées) par le titulaire du contrat avec traçabilité de la charge utilisée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et d'une manière générale de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité.

14.4.2 Prestations complémentaires

Pour chaque équipement et à chaque avenant d'ajout au marché, si absence de notice – manuel d'utilisation, le prestataire retenu devra faire la démarche auprès des constructeurs pour obtenir et nous fournir en format numérique, sous un délai de 2 mois après la notification du marché, une copie de la documentation technique manquante pour maintenir et dépanner notre parc d'appareils de levage.

De même, il devra lister toutes les pièces d'usures et nous fournir un listing complet avec les références exactes des pièces de rechange et cela pour chaque appareil de levage.

En cas d'immobilisation d'un équipement, afin de ne pas impacter et stopper l'activité de nos instituts de formation, le titulaire devra nous proposer, sur la base des prix indiqués au bordereau de prix, dans la mesure du possible, la mise à disposition provisoire d'un appareil de levage locatif sous un délai de 72 heures.

Le titulaire s'engage à fournir les pièces détachées nécessaires dans les meilleurs délais et l'indiquera dans son mémoire technique. Le délai indiqué devient contractuel dès le marché conclus.

14.4.3 Délais d'intervention

Le prestataire indique dans son offre un délai d'intervention garanti. Le prestataire s'engage à respecter ce délai pendant la durée du marché, le délai indiqué devient contractuel dès le marché conclu. Le délai d'intervention court à compter de la réception du bon de commande par le prestataire.

Le prestataire retenu devra prévoir dans son offre la capacité d'intervenir ou faire intervenir toute personne compétente sous les délais suivants afin de procéder à tout dépannage et mettre, si nécessaire, l'installation en sécurité :

- 48 heures pour un dépannage ou diagnostic à établir en cas de panne,
- 1 semaine pour une réparation tout en tenant compte de la nature et de l'importance de la panne après acceptation du devis et disposition des pièces de rechange.

14.4.4 Modalités d'intervention

Les interventions sont effectuées de manière à ne pas provoquer de gêne aux usagers ou au fonctionnement normal de l'établissement. En toutes circonstances, le titulaire doit garantir la sécurité des personnes et des biens.

Les demandes d'intervention s'effectuent par téléphone, par courriel ou et ou par demande faite via l'espace client.

Le candidat précise dans son mémoire technique les moyens mis en œuvre pour recevoir et transmettre ces communications au technicien concerné.

Pour ne pas nuire au bon fonctionnement de nos sites, établissements de formation et d'examens, l'exécution de ces opérations de maintenance et de VGP devront être réalisées selon les dates concertées et validées avec M. TROCH, impérativement en périodes d'interruption pédagogique :

CALENDRIER	MAINTENANCE PREVENTIVE	VGP
ANNEE 1_2025		
SEMESTRE 1		
SEMESTRE 2	Semaine 49 ou 50	Semaine 49 ou 50
ANNEES SUIVANTES		
SEMESTRE 1	Semaine 26 ou 27	
SEMESTRE 2	Semaine 49 ou 50	Semaine 49 ou 50

La VGP peut être programmée simultanément avec une visite de maintenance préventive.

CAMPUS 1 CFA CCI LE MANS SARTHE – 132, Rue Henri CHAMPION – 72100 LE MANS

	De	A
Du Lundi Au Vendredi	8 H 00 – 12 H 15	13 H 30 – 17 H 00

ATELIER FC LEFAUCHEUX – 40, Bd Pierre LEFAUCHEUX – 72000 LE MANS

	De	A
Du Lundi Au Vendredi	9 H 00 – 12 H 00	14 H 00 – 17 H 00

INTERVENTIONS PERIODIQUES MAINTENANCE PREVENTIVE ET EPREUVE DE CHARGE (VGP Obligatoire)

De base, sont inclus dans le forfait pour toutes interventions périodiques courantes, les frais de déplacement, les couts de main d'œuvre, le cas échéant les charges nécessaires aux épreuves, les menus ingrédients et consommables nécessaires à l'exécution des missions prévues et prévisibles.

INTERVENTIONS CURATIVES HORS PERIODIQUES MAINTENANCE PREVENTIVE ET EPREUVE DE CHARGE (VGP Obligatoire)

Les prix des interventions et remplacements de pièces seront établis sur la base du bordereau des prix unitaires, et le cas échéant sur devis complémentaires avec application du % ou coefficient maximum de revente pour les éléments ne figurant pas au BPU.

14.4.5 Matériel, outillage, pièces de rechange et consommables

Le titulaire fournit, au titre du présent marché, tous les produits et ingrédients, petits matériels, outillages et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations de maintenance et d'exploitation.

A inclure dans le forfait au DPGF : Fourniture et remplacement des cartouches de graisse permanente 12 mois PERMALUB des ponts JAB (deux par pont et par an).

Les moyens de levage nacelle, échafaudage, PIRL ...éventuellement utilisés pour maintenir le parc d'installations-équipements sont à la charge du titulaire.

Dans le cas du remplacement d'une pièce, d'un composant, l'intervention de maintenance corrective et de dépannage fait l'objet d'un devis de réparation détaillé, au regard des prix et ou du coefficient indiqué au BPU (préalablement rempli et complété par l'entreprise). Ce devis sera soumis pour accord au coordinateur CCI en charge de l'exécution et du suivi du contrat sous un délai de 7 jours.

Le titulaire fournit à la CCI les éléments permettant de contrôler la bonne application du coefficient de revente prévu.

Les pièces détachées de remplacement mises en œuvre sont conformes aux pièces d'origine, pour autant qu'elles existent toujours sur le marché.

Tout changement de caractéristiques doit être impérativement signalé au coordinateur CCI désigné. Dans tous les cas, les pièces doivent être des pièces dites équivalentes aux pièces d'origine et le titulaire respecte les règles d'associativité entre matériels.

14.4.6 Gestion des déchets

Le titulaire doit participer au respect de l'environnement (récupération et recyclage en conformité avec la législation). En particulier, il doit évacuer lui-même toutes les pièces, les composants, les fluides et ingrédients qu'il a dû changer ou remplacer lors de son intervention.

Le titulaire assure le traitement des dits déchets dans les conditions définies par la réglementation spécifique à chaque typologie de déchet et veille au tri des déchets en vue de leur traitement dans les filières de valorisation adaptées.

14.4.7 Traçabilité des interventions

INTERVENTION PREVENTIVE maintenance préventive et épreuve de charge (VGP obligatoire)

De base, sont inclus dans le forfait pour toutes interventions périodiques courantes, les frais de déplacement, les couts de main d'œuvre, le cas échéant les charges nécessaires aux épreuves, les menus ingrédients et consommables nécessaires à l'exécution des missions prévues et prévisibles

INTERVENTION CURATIVE hors périodiques maintenance préventive et épreuves de charge (VGP obligatoire)

Les prix des interventions et remplacements de pièces sont établis sur devis avec application du pourcentage ou coefficient maximum de revente indiqué au BPU.

14.5 Enquête de satisfaction

Sans objet

14.6 Vérifications et admission

Les dispositions du CCAG FCS s'appliquent. La CCI prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

14.7 Mise en œuvre

14.7.1 Mise en œuvre et moments clefs

Dès la notification d'attribution, le titulaire organise une rencontre (Visio ou physique) avec le coordinateur pour mettre en œuvre le marché.

Temps	Actions
Notification - premier contact	Le référent pilote du titulaire prend contact avec le coordinateur CCI
Réunion de cadrage	Le titulaire organise une réunion de cadrage en présentiel avec le coordinateur CCI
Rapport de prise en charge des installations	Le titulaire remet le procès-verbal de prise en charge des installations dressant l'état des lieux à jour
Revue annuelle	Le titulaire organise une réunion de fin d'année pour commenter le bilan de l'activité

14.8 Besoins complémentaires

En complément, la CCI prévoit d'étendre le périmètre des prestations pendant la durée du marché à la suite de l'agrandissement du Campus de formation et la construction de trois nouveaux bâtiments à horizon 2026 dont un atelier avec 4 ponts élévateurs supplémentaires.

ARTICLE 15 DONNEES PERSONNELLES RGPD

Cf annexe RGPD

ARTICLE 16 PROBITÉ

La CCI est engagée dans la lutte contre les atteintes à la probité et porte une attention particulière à ce que les prestataires avec lesquels elle contracte partagent les mêmes valeurs et principes d'intégrité. Lesdits prestataires doivent également s'engager à lutter contre toute forme d'atteinte à la probité caractérisée par tout comportement susceptible d'être qualifié de corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, concussion, favoritisme, détournement de fonds publics.

En qualité de candidat au cours de la consultation, comme au cours de l'exécution du marché en qualité de titulaire, les agissements de l'opérateur économique ne doivent pas donner lieu à des comportements ou faits contraires à la réglementation en vigueur. Le titulaire, ses filiales, et, ses représentants,

mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs déclarent ne pas être visés dans une procédure pour l'un des faits précités.

A cet effet, le titulaire conduit ses activités conformément aux principes d'éthique et d'équité et s'engage à mettre en oeuvre, au regard, de la taille et de la structure de son entreprise, l'ensemble des mesures nécessaires destinées à détecter et prévenir les risques de corruption, tant au sein de son organisation, qu'à l'égard de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à respecter la loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II).

Le titulaire déclare qu'il a pris toutes les mesures nécessaires (procédures, codes de conduite par exemple) afin de prévenir toute violation de ces lois et réglementations relatives à la lutte contre les atteintes à la probité.

En outre, le titulaire prend également toute mesure nécessaire pour prévenir et détecter toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent marché.

Le titulaire prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que des situations de conflit entre les missions confiées au titre du marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions, ou ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement La CCI de toute mise en examen ou mesure équivalente, ainsi que de toute condamnation - en première et, le cas échéant, dernière instance -prononcée à son encontre ou à l'encontre d'une personne agissant pour leur compte sur la base d'un délit constituant une atteinte à la probité.

ARTICLE 17 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Application des dispositions du CCAG-FCS sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

Article CCAP	Article CCAG-FCS
9 - Pénalités	14 – Pénalités 41 – Résiliation pour faute du titulaire